

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 174 - VENDREDI 5 AVRIL 2013

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Cahuzac va-t-il recevoir une marinière (à bandes larges) ?

## AGENDA MILITANT

→ 6-7 avril

Saint-Ouen [Congrès de Gauche unitaire](#)

→ 9 avril

Ile de France [Manifestation contre l'ANI](#)

→ 11 avril

Montreuil [Femmes, liberté, égalité](#)

→ 12 avril

Rennes [Rencontres FASE-GA-GU](#)

## À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ **Débats**

["Laïcité", une discussion à approfondir](#)

→ **Pouvoir**

[Le peuple décide](#)

→ **A lire**

- [Appel à un sommet alternatif les 7 et 8 juin à Athènes](#)

- [Offshore-leaks : qui détient les comptes secrets ?](#)

## De quoi Cahuzac est-il le nom ?

« **A**ttentat contre la démocratie », « scandale », « mensonge d'Etat » Il n'est pas besoin d'en rajouter dans l'avalanche d'indignations bien justifiées. L'ancien ministre de l'austérité, cerné par les preuves de son mensonge, a été contraint d'avouer qu'il fraudait le fisc, administration sous sa responsabilité ! Cahuzac est l'autre nom du cynisme.

Les questions vont s'enchaîner. D'où vient tout cet argent ? D'autres sommes ont-elles été camouflées ? De quelles complicités politiques a-t-il bénéficié sachant que n'importe lequel d'entre nous ne peut se tromper d'un seul euro dans sa déclaration d'impôt sans attirer l'attention du fisc ? Pourquoi l'agent des impôts qui avait alerté Eric Woerth, son ministre de l'époque, de l'existence possible de cette fraude, a-t-il vu sa carrière brisée ?

Plus personne n'ignore que les sommes folles qui circulent dans ces paradis fiscaux sont mêlées au blanchiment d'argent des sales trafics : drogues, armes, êtres humains. Les paradis des voyous sont connus de tous : Luxembourg, Suisse, Monaco, Liechtenstein, Iles anglo-normandes... Cahuzac est l'autre nom d'une Union européenne vendue au libéralisme.

Qu'est-ce que cela révèle de notre monde ? L'argent rend fou ? Oui. Une poignée d'oligarques a partie liée avec des ministres propres sur eux ? Tout à fait. La V<sup>e</sup> République est aux abois ? Bien sûr. Il faut changer d'Europe ? Il est grand temps. Mais appelons un chat un chat : c'est le capitalisme tout entier qui est en crise, et ses institutions sont en perdition. Cahuzac est l'autre nom d'un ordre économique et politique pourri.

Faisons l'hypothèse raisonnable que l'immense majorité de la population aimerait trouver une porte de sortie. Où est-elle ? Assez perdu de temps ! La campagne du Front de gauche contre l'austérité doit décoller. Celle contre l'ANI ne se gagnera pas (seulement) à l'Assemblée, fût-ce avec des milliers d'amendements. Les fermetures d'usine ne cesseront pas avec des luttes parcellisées. Hollande ne reculera pas sur l'allongement de la durée de cotisation des retraites sans un immense rapport de force. Mais enfin, peut-on laisser la rue et les urnes à l'extrême droite ? Le Front de gauche a clamé « *place au peuple* » au cours d'une campagne qui s'est conclue avec 4 millions de voix. Certes, cela ne se décrète pas, mais il y a urgence à agir. Vite, place au peuple !

● Julien Dioudonnat



# Notre monde est à nous !

**Certains estiment encore que les intellectuels seraient (tous) amorphes et résignés !**

**Film documentaire, *Notre monde* veut être, selon son réalisateur Thomas Lacoste, une contribution à un « élan vers un au-delà du privé et du collectif, de l'isolé et de l'embrigadé, dans un effort de dépassement des formes d'Etat, de société, de communication, de fraternité, de droit, de propriété, de partage ». Parmi les 35 propos d'intellectuels, Cerises a choisi quelques-uns de ceux qui proposent de se projeter vers un autre horizon tout en formulant des propositions concrètes.**



**Eric Fassin : « L'inversion de la question immigrée »**

Que voit-on, en Europe et au-delà, depuis les années 1990, et plus encore dans les années 2000 ? Les revendications nouvelles, qu'il s'agisse de mariage gai ou d'homoparentalité, soit de conjugalité ou de filiation, ont transformé notre vision de l'homosexualité : l'individu n'est plus seulement défini par ses pratiques sexuelles, mais aussi par ses liens sociaux. L'égalité ne saurait donc s'arrêter à la tolérance ; elle implique aussi le droit à une égale reconnaissance. Désormais, on ne peut plus ignorer que les homosexuels ont une vie sociale, en particulier conjugale ou familiale, et pas seulement sexuelle. Autrement dit, les lesbiennes, les gays, et toutes les autres catégories de l'arc-en-ciel, ne sauraient plus se réduire à des cas. L'action politique a donc fait advenir un nouveau sujet social.

Comment sortir du problème de l'immigration ? Comme on est sorti du problème de l'homosexualité. Pour en finir avec la logique du cas par cas, qui

**Eric Fassin :  
On n'arrêtera pas  
la xénophobie  
d'en haut en lui opposant  
la modération d'une  
xénophobie raisonnable,  
mais en lui substituant  
une autre vision  
de l'immigration  
et de la nation  
- un autre monde.**

individualise les immigrés, il faut penser ceux-ci à partir de leurs liens sociaux -

en famille, et non pas sans famille. Par exemple, pourquoi considérer aujourd'hui le nombre élevé de mariages binationaux comme un signe de communautarisme, et non (ainsi qu'on l'avait toujours pensé jusqu'à présent) comme une marque d'intégration ? (...) On n'arrêtera pas la xénophobie d'en haut en lui opposant la modération d'une xénophobie raisonnable, mais en lui substituant une autre vision de l'immigration et de la nation - un autre monde. Il n'y a donc que deux solutions : soit, en matière de droit, le mariage avec un étranger s'alignera demain sur le regroupement familial, c'est-à-dire qu'à son tour il deviendra conditionnel ; soit au contraire, le regroupement familial se conformera au droit matrimonial, censément inconditionnel. Ces deux options dessinent deux modèles de société radicalement opposés. (...) notre projet de société ne saurait plus être fondé sur l'opposition ●●●

●●● aux étrangers - de nationalité, d'origine ou d'apparence. Au lieu d'être nationalisés, les droits humains redeviendraient proprement universels.



**Susan George : « Face à la crise financière, socialiser les banques »**

Que faire alors ? Évidemment, le contraire de tout ce qui se fait aujourd'hui. Remettre en place la régulation des banques, notamment en mettant la finance sous tutelle, en séparant banques de dépôt et banques d'investissement ; extraire les banques et les banquiers de la direction des affaires publiques ; socialiser totalement ou partiellement les banques et leur donner un cahier des charges les obligeant à consacrer X % de leurs portefeuilles aux prêts aux ménages et aux PME/PMI, en particulier ceux qui ont un projet vert ; interdire certains produits financiers, en particulier presque tous les dérivés et interdire de même les milliers d'échanges instantanés programmés par algorithmes ; fermer une bonne fois pour toutes les paradis fiscaux ou au moins pénaliser les banques et les entreprises qui s'en servent ; taxer les grandes fortunes et l'industrie financière pour qu'elles contribuent leur juste part à la réparation des dégâts. Pour faire tout cela, il faudrait construire de vastes alliances des citoyens et de leurs organisations pour mener l'offensive politique.



**Matthieu Bonduelle : « Pour une décroissance pénale et carcérale »**

Il est urgent de rompre - et de rompre vraiment - avec cette logique qui ne l'est pas, cette idéologie sans idée, cette doxa extrêmement puissante qui a fini par produire un imaginaire répressif commun - ou du moins largement partagé, bien au-delà des rangs

**Matthieu Bonduelle : [Il faut] entreprendre une véritable décroissance pénale, pour réduire la place de la pénalité dans notre vie sociale ; abolir la prison à la française, c'est-à-dire d'abord instaurer un numerus clausus pénitentiaire.**

de la droite. Deux idées pour accomplir cette rupture nécessaire et possible :

**1.** Entreprendre une véritable décroissance pénale, pour réduire la place de la pénalité dans notre vie sociale :

de nombreuses infractions peuvent et doivent être dépénalisées, soit que les comportements visés ne portent pas atteinte à des valeurs fondamentales, soit qu'ils relèvent d'autres réponses (quelques exemples en vrac : le séjour irrégulier, l'usage de stupéfiants, le racolage, l'offense au chef de l'État, la vente à la sauvette, les injures et diffamations non discriminatoires...) ; la justice peut et doit (re)trouver le temps de juger (ce qui passe, notamment, par la suppression de la procédure expéditive de comparution immédiate) ; tout ce qui tend à transformer les juges en automates peut et doit être abrogé (en particulier la loi sur les peines planchers du 10 août 2007).

**2.** Abolir la prison à la française, c'est-à-dire d'abord instaurer un numerus clausus pénitentiaire pour mettre fin au scandale de la surpopulation carcérale, mais aussi s'inscrire ●●●

## Propositions pour faire monde ensemble

Le film propose un puzzle d'approches et de propositions, sous la forme d'entretiens filmés. Parmi les exigences les plus explicites, dont nous n'avons pas pu faire figurer les développements dans ce dossier :

- *Derrière les grilles de l'évaluation*, par Barbara Cassin
- *Sortir du précarat*, par Robert Castel
- *Crise financière, vers un référendum européen*, par Thomas Coutrot
- *De la centralité du travail*, par Christophe Dejours
- *Ouvrir la voie à une Université alternative*, par Keith Dixon
- *Sans égalité, seuls les dominants sont libres*, par Jean-Pierre Dubois
- *La santé malade de la rentabilité*, par André Grimaldi
- *Pour une médecine clinique et humaniste*, par Claude Corman
- *Remettre le droit du travail à l'endroit*, par Patrick Henriot
- *Pour un revenu général*, par Toni Negri
- *De la centralité de l'école*, par Bertrand Ogilvie
- *Pour la dépénalisation internationale de l'homosexualité*, par Louis-Georges Tin

C'est une invitation à voir le film et à lire tous les textes des entretiens, qui sont ici : <http://www.notremonde-lefilm.com/>

dans une logique de déflation pénitentielle : moins d'établissements - qui doivent devenir des lieux de vie et cesser d'être des zones de relégation -, plus d'alternatives à l'enfermement, l'ensemble des droits des personnes privées de liberté enfin respectés (droit au maintien des liens familiaux, droit de réunion et d'association, droits sociaux, exercice effectif de la citoyenneté, etc.).



**Etienne Balibar : « Pour une Europe alternative »**

Je commence à être un peu fatigué ou un peu insatisfait des discours ronronnants sur les méfaits de l'universalisme abstrait, et l'idée que c'est de là au fond que vient tout le mal : l'ignorance des différences qu'il s'agisse des différences culturelles, des différences de sexualité ou de genre etc. Je trouve que c'est un peu insuffisant, et ça finit par camoufler quelque chose, à faire oublier quelque chose qui est très important, c'est que les principes aux noms desquels nous nous réunissons et nous essayons de nous battre sont fondamentalement abstraits. L'égalité c'est abstrait, la liberté, que ce soit celle des hommes ou celle des femmes, c'est abstrait, la fraternité, ça ne l'est peut-être pas tout à fait assez, et c'est pourquoi on peut avoir envie de chercher des termes qui soient plus généraux.

(...) Moi je suis de ceux qui pensent qu'il faut absolument un projet d'Europe alternative, que les populations européennes ne s'en sortiront pas chacune pour son propre compte. J'avais employé il y a quelques temps une expression un petit peu dangereuse en disant il nous faudrait un populisme européen. Évidemment, je me rends bien compte que ce populisme est le contraire de celui que nous voyons se développer aujourd'hui dans un certain nombre de pays d'Europe, donc c'est plutôt un contre-populisme. Mais c'est quand même une espèce

d'insurrection démocratique, et il faut qu'elle traverse les frontières.



**Françoise Héritier : « Vers une égalité des sexes »**

Les tâches domestiques sont méprisées parce qu'elles n'ont pas de *valeur* (au sens de valeur marchande) et elles n'ont pas de valeur parce qu'elles sont accomplies par les femmes (sans qu'il y ait aucune logique naturelle à cela). C'est là un parfait cercle vicieux. Pour le briser, je postule qu'il conviendrait d'accorder de la valeur selon l'esprit commun à ce travail toujours recommencé d'entretien du foyer, du conjoint, des enfants. L'idée sous-jacente étant que, si ce travail était crédité de valeur, les hommes considéreraient comme normal de l'accomplir. Pour cela, deux moyens. Le premier est d'ordre technico-politique. Il conviendrait de compter le travail domestique et d'éducation des enfants dans l'évaluation du

**Françoise Héritier :  
Il conviendrait  
de compter le travail  
domestique  
et d'éducation  
des enfants  
dans l'évaluation  
du produit national brut.**

produit national brut. Ce n'est pas très difficile. On connaît de façon statistique le temps moyen que consacrent femmes et hommes au travail domestique et on sait ce que coûtent, prises séparément, les heures d'aide ménagère, scolaire, d'assistance de vie, d'accompagnement. Il est donc possible, même à gros traits, d'évaluer ce montant à l'échelle de la nation, en le comparant à d'autres profits du travail quand il est salarié.

Il faut, politiquement, le vouloir. Le deuxième moyen est prospectif. Comment donner aux yeux d'une moitié de l'humanité qui jusqu'à présent a été aveugle, de la valeur à ce travail invisible ? Dans le modèle préhistorique dont nous avons hérité, dès le temps des chasseurs et des collectrices, le prestige et la valeur étaient du côté du gibier, rare, même si la nourriture quotidienne provenait à 80 % de la cueillette, féminine. Dans les temps modernes et contemporains, c'est le salaire, les émoluments, le revenu monétaire qui remplacent le gibier et à qui on donne de la *valeur*. Que faire en conséquence ? Je propose que les congés de paternité / maternité soient partagés obligatoirement et de manière égale entre le père et la mère.



**Luc Boltanski : « A bas l'excellence ! »**

Dans un monde social où chacun est sans arrêt sous la menace de l'épreuve et est incité, à son tour, à mettre les autres à l'épreuve, pour les récompenser, les sélectionner ou les éliminer, la vie sociale devient simplement intenable et parfois infernale. Des mesures concrètes doivent et peuvent être appliquées pour mettre fin à la tyrannie de l'«excellence», au sens où cette qualification est appliquée par les instances de management. Elles sont multiples. Parmi les premières à mettre en œuvre, on peut mentionner la suppression des systèmes de mise en concurrence des personnes au travail reposant sur l'octroi de primes individuelles, indexées sur des objectifs, fixés arbitrairement par les hiérarchies, en fonction d'exigences bureaucratiques et / ou politiques. Et aussi, plus généralement, l'abandon des procédures qui, sous prétexte de responsabiliser les acteurs de la vie sociale, visent, en fait, à les culpabiliser en leur faisant endosser la cause des maux qui les accablent. Cela, selon une modalité consistant à blâmer ●●●

●●● les victimes, mise, de longue date, au service de la justification de l'exploitation. Il faut, également, donner la préférence au long terme sur le court terme, ce qui aurait pour effet d'ajourner le moment de l'épreuve. On peut relativiser l'évaluation, et en atténuer la violence, par la prise en compte de l'incertitude, qui est toujours le lot commun. Et aussi par la reconnaissance de la pluralité des manières d'être au monde et d'y jouer sa vie. Il n'y a pas de vie réussie ni de vie ratée. Personne n'est inutile, personne n'est de trop. A bas l'excellence !



**Laurent Bonelli :**

« **Réencastrier la sécurité dans la question sociale** »

(...) compte tenu de la défiance dont elle fait l'objet, il est nécessaire que la police soit contrôlée par des institutions externes, comme ça existe dans la plupart des pays européens et occidentaux et qui soient dotées de pouvoirs effectifs. Enfin, il faut bien sûr revenir sur l'ensemble des lois qui pénalisent les petits comportements liés à la misère. Mais tout ceci ne suffira pas. Un des effets de la politisation de la question de la délinquance, à partir du milieu des années 1990, a été de désencastrier, d'autonomiser la sécurité de la question sociale. On fait comme si la sécurité était une question à part, qui existerait en elle-même et pour elle-même. Or, là, il y a sans doute une immense naïveté, car il y a un certain nombre de choses qui relèvent de la police et de la justice, comme la criminalité organisée, mais on mélange tout sous ce label sécurité. De nombreux problèmes qui sont rangés aujourd'hui dans cette catégorie renvoient à du vivre ensemble, à des tensions entre des groupes sociaux sur un territoire, ce genre de choses. Et cela appelle évidemment d'autres solutions que des solutions policières ou judiciaires.



**Gérard Noiriel :**

« **N'enterrons pas la culture populaire** »

(...) ce sont aujourd'hui les gouvernements de droite et les penseurs libéraux qui invoquent la culture populaire pour refonder

la politique culturelle. La gauche, qui a pourtant joué un rôle moteur tout au long du XX<sup>e</sup> siècle dans la démocratisation de la culture, semble tétanisée. Ses représentants préfèrent ne pas voir qu'il existe aussi des formes de domination sociale au sein de cet univers. ●●●

## Une commune pensée pour confronter et agir

Sorti le 13 mars, *Notre monde* n'a pas à ce jour l'écho qu'on peut espérer. Est-ce parce qu'il relève du genre documentaire, qui reste un parent pauvre de la programmation des salles obscures ? Ou parce que la succession de témoignages portant une « *commune pensée sur la civilisation qui est en train de s'achever* » paraît difficile d'accès au plus grand nombre ?

Toujours est-il que le film et le site internet qui va avec <http://www.notremonde-le-film.com/> sont une expérience intéressante de « *faire de la politique, et si possible autrement* ». La démarche agence des paroles singulières appelées à contribuer au pot commun du film : on y constate à la fois la puissance de la critique du libéralisme, des limites de la démocratie actuelle, des surenchères nationalistes. Et on y entend des réflexions substantielles sur les valeurs communes qui méritent d'être défendues et promues. « *Notre monde parle de l'insupportable du présent, du jusqu'où et du jusqu'à quand... ? De l'insoutenable et du souhaitable... et de la nécessité de cette commune pensée qui doit nous sortir des croyances collectives et nous réapprendre à voir* », souligne le réalisateur Thomas Lacoste.

Cependant, l'appel à agir reste un peu (trop) sur le seuil de la porte ouverte par les 35 intervenants. Et s'il vaut le coup de voir le film, c'est aussi pour s'intéresser à ce qui lui manque. En premier lieu, peut-être, une part de débat pluraliste, et pourquoi pas contradictoire. Le parti-pris de faire émerger un monde autre ne nécessite-t-il pas quelques confrontations d'idées, pour dépasser la juxtaposition des apports et dégager vraiment du global ? Et aussi pour traiter de questions où les propos peuvent être divergents (exemple : l'un propose de demander à l'Etat d'agir sur lui-même pour résoudre ses crises internes, tandis que d'autres sont sur un horizon de dépassement de l'Etat ; l'un appelle à plus d'universalisme tandis que l'autre en formule une critique radicale). En second lieu, il manque une réflexion sur la structuration et l'organisation des rapports de force, sur les modalités de l'action. N'aurait-il pas été bénéfique, dans ce but, de croiser les regards intellectuels et les expériences d'acteurs de terrain, ce qui au passage aurait désarmé la critique d'élitisme ? Quoi qu'il en soit, ce film nécessaire souligne bien le problème des lieux de la politique, destinés à « *l'appropriation de tous et de chacun des possibles de dire, d'imaginer, de projeter* ».



● **Gilles Alfonsi**

●●● (...) On ne cesse de nous répéter que la finalité civique de la culture est de renforcer le lien social, mais les professionnels du monde culturel donnent chaque jour l'exemple du contraire. L'étatisation de la culture a donné naissance à de petits milieux institutionnalisés qu'il est extrêmement difficile de faire

**Gérard Noiriel :  
Défendre l'idéal  
de la culture pour tous  
nécessite aujourd'hui  
de combattre les effets  
négatifs de l'étatisation  
de la culture.**

travailler ensemble. Les logiques de financement public viennent même dissuader ceux qui veulent œuvrer dans ce sens. Si la gauche ne prend pas ce problème à bras le corps, c'est parce qu'il l'affecte de l'intérieur. Le financement des activités culturelles est assuré aujourd'hui par les collectivités locales qui sont en majorité de gauche. Lancer un débat sur la crise de la culture publique nécessiterait donc un examen auto-critique de leur part.

(...) Défendre l'idéal de la culture pour tous nécessite aujourd'hui de combattre les effets négatifs de l'étatisation de la culture. Plutôt que de laisser ce rôle au marché, l'État doit montrer qu'il peut aussi agir contre lui-même pour résoudre ses crises internes. Le meilleur service qu'un gouvernement de gauche pourrait rendre aujourd'hui à la culture populaire serait d'œuvrer au renforcement des liens entre les différents acteurs institutionnels de la sphère culturelle, en faisant en sorte qu'ils aient intérêt à travailler ensemble.



**Monique Chemillier-Gendreau : « Appliquer et développer le droit international »**

La France traverse depuis

quelque temps un moment de surenchère nationaliste et passe donc à côté de la dimension internationale des problèmes. Et pourtant, nous ne pouvons lutter contre les atteintes à l'environnement porteuses de catastrophes, contre la militarisation des économies facteur mécanique de guerres, contre les trafics illicites déclencheurs de violences ou contre la crise économique et financière qui conduit à l'aggravation des inégalités et au développement de la misère dans le monde, que si nous disposons d'une norme du juste de portée mondiale.

(...) Nous avons besoin d'un effet d'entraînement de la société mondiale vers plus de justice, plus de respect du droit, plus de développement de celui-ci, notamment dans tous les domaines encore en friche comme celui de la protection de l'environnement, de l'interdiction de certains moyens de guerre ou de la régulation économique et financière. Nous devons nous mobiliser pour l'application

**Monique Chemillier-Gendreau : Nous avons besoin d'un effet d'entraînement de la société mondiale vers plus de justice, plus de respect du droit, plus de développement.**

exigeante du droit international et son développement. Sans doute formons-nous une communauté politique nationale et les solidarités à ce niveau sont importantes. Mais cette communauté nationale est partie prenante d'une communauté politique mondiale. Une part importante de notre destin et de la construction de notre avenir résulte de choix que nous ne pouvons faire seuls. Pris dans des solidarités plus larges, nous devons cher-

cher avec les autres comment tracer des possibilités d'avenir pour tous, à travers un droit commun.

**Jean-Luc Nancy :  
« Pour une commune pensée »**

Je propose ce que vous voudrez et ce que vous saurez entendre dans l'expression suivante : *la commune pensée*. J'y entends pour ma part et pour commencer ceci : d'abord une pensée commune à tous - non pas, pourtant, comme une pensée



banale (par exemple celle d'un bonheur, celle d'une santé, celle d'une peur de la mort) mais une pensée telle que, commune à tous, elle soit non banale mais singulière à chacun. Autrement dit, pas le même sens pour tous mais que chacun comprenne qu'il partage avec tous le fait même du sens (sensation, sentiment, signification). Ensuite, j'inverse les rôles de substantif et d'adjectif et je mets une majuscule à "Commune". La *commune pensée* devient un *penser la Commune* - au sens de cela qui, dans la libération de la féodalité d'abord, puis dans la libération du second Empire et de l'ordre bourgeois, a été le nom d'un élan vers l'au-delà du privé et du collectif, de l'isolé et de l'embrigadé. Une forme d'État, de société, de communication, de fraternité, de droit, de propriété, de partage, je ne sais pas comment il faut le dire - et c'est pourquoi je vous demande de vous approprier tous et chacun les façons possibles de dire, d'imaginer, de projeter *la commune pensée*.

# Du futur ou comment le débusquer...

J'ai raconté mon héritage au séminaire communisme. Les salles du lieu inter-associatif l'Ageca sont un monde en miniature. Français de toutes origines s'y croisent avec simplicité. Assurément dépaycé, moi le "paysan de Paris", l'alpin pur sucre, je déambule de l'Asie enfantine à l'Afrique en réunion. Les mots du séminaire, qui tentent de se frayer un chemin d'émancipation où le pouvoir et l'État seraient à pervertir et partager, résonnent avec un écho étonnant ici, dans ce déjà-là communiste. A la prochaine séance, trompons-nous de salle de réunion, mélangeons-nous et la révolution sera en marche !

Je cherche avec un plaisir d'enfant les trouvailles du net, les alternatives inventives, les projets progrès qui changent le réel. Je flaire le positif dans les réseaux sociaux, les avancées qui ne pourront plus reculer. Qui interdira le F bleu et le petit oiseau ? Personne assurément : ces réseaux sociaux sont des acquis, des terres libérées sans trop le vouloir par l'opresseur lui-même. « *Un autre monde est possible mais il est dans celui-ci* ». Il faut conquérir ces terres vierges, les humaniser, les sortir des mythes marchands, les rendre au bien-vivre.

Une idée qui m'effraie avec le réchauffement climatique, c'est l'obligation-évidence des transports en commun. J'aime le train et je survie en bus... mais j'adore ma voiture, cette sensation toute individualiste de liberté qu'elle procure. Alors honteux, j'ai rejoint docile les rangs des militants du rail et de la gratuité. Seulement voilà depuis peu, j'ai découvert covoiturage.fr ! Je peux assumer politiquement mes contradictions. C'est un site extraordinaire où passagers et conducteurs se rencontrent pour partager leurs itinéraires. C'est un concept gagnant / gagnant, où le passager paie une partie des frais de route. Le site a un succès grandissant qui se nourrit de quelques valeurs simples : certains ont peu d'argent, pas de voitures, d'autres de long trajets en solitaire, des fibres militantes (écologues ou solidaires...)... conjuguez tout ceci avec quelques inventions informatiques

astucieuses (trajets, lien avec les téléphones etc...) et ça marche. Les rencontres se multiplient, on s'échange les mails, on murmure plusieurs mariages. La dernière trouvaille est la dématérialisation des échanges financiers. Je ne rentre pas dans les détails mais en gros, on paie le trajet via internet et le conducteur débloque le versement après le trajet effectué. Tout ceci évite les fraudes et simplifie les relations. La mauvaise nouvelle est que le service est devenu payant pour couvrir les frais de fonctionnement du site qui emploie une quarantaine de salariés en Europe. Cette invention, qui préserve la planète et le portefeuille, deviendra-t-elle une multinationale sans cœur ? Je plaide pour que l'État soutienne cette entreprise afin de favoriser des déplacements partagés et écolos, sans frais autres que les trajets. Ou alors on nationalise... mais c'est un autre débat !

Le constat du livre d'un collectif de chercheur *L'envers de la fraude sociale* (éditions La Découverte), qui détaille les multiples non-recours aux droits sociaux (RSA, CMU...), est que le seul point commun de tous ces "non-recourants" est l'isolement. La complexité des dispositifs augmentant avec leur niveau de pré-

cision, les personnes isolées n'ont personne pour les conseiller... Elle ne pensent plus faire partie de la société, la honte se mêlant à la précarité, elles ne se soignent pas, ne cherchent pas de logements dignes, ne font pas valoir leurs droits ! La lutte contre l'isolement devrait être une affaire politique, pas une charité, un dispositif de plus... non, un combat contre les solitudes serait comme la première pierre d'un communisme de la relation. On devrait rendre gratuit le co-voiturage pour les personnes isolées, elles feraient des rencontres, comprendraient leurs droits, viendraient en séminaire à l'Ageca, chanteraient en chinois et auraient des nouveaux amis pour chatter sur le F bleu. La révolution est en marche !





**Cerise noire.** Il y a quelques années, à Vénissieux, au nom de la sauvegarde du site et de l'emploi, la direction de l'entreprise Bosch imposait aux salariés le gel des salaires pour trois ans, la suppression de 6 jours de RTT sur 20 et du pont de l'Ascension. Imposait ? C'est beaucoup dire. Une consultation avait été organisée : 98 % des salariés votèrent pour l'accord proposé, signé par la CFDT et la CGC, refusé par la CGT et FO. En 2009, Bosch annonça la fermeture du site. Il y a des usines à mirages.

**Cerise verte.** Il y a aussi des usines à replâtrage. Pensant sauver une partie de l'activité, les salariés de Bosch Vénissieux, avec leurs syndicats mobilisés, renonçant à leur pouvoir de fabriquer des porte-injecteurs pour moteurs diesel, ont convaincu la direction que 200 d'entre eux pouvaient assembler des panneaux solaires. Des investissements ont été réalisés et la nouvelle unité de production a été inaugurée (mars 2012.) Un an après, la direction de Bosch vient d'annoncer qu'elle allait abandonner son activité photovoltaïque et qu'elle cherchait... un repreneur. Et si les salariés reprenaient ?

**Pruneau pourri.** J'ai un ami socialiste, un gars honnête et dont je tairai le nom, qui m'a raconté, il y a quelques années, le parachutage de Jérôme Cahuzac, affairiste notoire, dans l'Agenais, de cette façon de considérer la politique comme un tremplin pour des intérêts personnels, de faire du PS une écurie. Aujourd'hui, au cœur du pouvoir gouvernemental, il m'a confié en privé voici deux mois : « *Pour Cahuzac, c'est vrai. Il va essayer de passer entre les gouttes d'ici fin mars.* » Il n'avait ni preuves écrites, ni doutes. Il était atterré sans être étonné. Aussi, quand on nous serine que ni François Hollande, ni Jean-Marc Ayrault n'étaient au courant de la fraude fiscale de leur Père l'Austérité, j'ai la réponse.

**Cerise confite.** À propos d'écuries, j'aime bien celles de Chantilly, dont le député-maire est Eric Woerth, ex-ministre du Budget de Sarkozy, soupçonné par la justice d'avoir bradé les terrains forestiers et l'hippodrome, cédés par l'État à la Société des courses de Compiègne (mars 2010). Dans un rapport de 152 pages remis à la Cour de justice de la République, trois experts agréés avaient conclu que la vente avait été liquidée à moins du tiers de sa valeur. Heureusement, Jérôme Cahuzac - connaisseur et homme de confiance - était là, commandant un nouveau rapport réexaminant les conditions de vente et... blanchissant Eric Woerth. Ce dernier ne déclarait-il pas (11 janvier 2013) à propos de l'UMP et de l'affaire de la fraude fiscale de son blanchisseur : « *J'ai plutôt calmé mes collègues, car cela me rappelait trop de mauvais souvenirs (...)* Je ne vais pas crier avec les loups. » Les loups ? Ils se mangent rarement entre eux.

**Cerise rose.** « *Pour ce qui est du gouvernement, du Premier ministre et du Président de la République, chacun a affiché sa solidarité à l'égard de Jérôme Cahuzac, qui traverse un épisode particulièrement désagréable* », a affirmé Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement à la sortie du Conseil. Le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone a, lui, envoyé « *un petit SMS d'amitié* ». Le PS, enfin, est monté au créneau par le biais d'un communiqué d'Harlem Désir : « *Le combat politique n'autorise pas tout. Le Parti socialiste condamne fortement les attaques et les calomnies sans fondement à l'encontre de Cahuzac.* » C'était avant le 1<sup>er</sup> avril.

**Cerise mystère.**



carousel-597  
<http://vitrucitygyraffiti.wordpress.com/tag/c215/#/jp-four-jean-jaures-paul-vaillant-coururier>  
 Œuvre d'Orticanoodles, Vitry, cité du street-art, carre-



● Philippe Stierlin



## Roger Vailland, le bonheur de la souveraineté

**J**eune lycéen à Reims, Roger Vailland et ses compagnons, Roger Gilbert Lecomte et René Daumal, les Phrères Simplistes du *Grand Jeu*, ont redécouvert à travers leur propre révolte, celle du surréalisme. Mais bientôt, Vailland lui tournera le dos. Pas seulement à cause du procès que le groupe surréaliste de Paris lui fit pour un article de commande publié dans *Paris-Midi* en 1928. Mais pour des raisons bien plus fondamentales. Il s'en explique dans son pamphlet, publié en 1947, *Le Surréalisme contre la révolution* (1). L'occasion lui en est donnée par la publication d'un entretien d'André Breton dans le *Figaro*. Que le *Figaro* encense Breton est pour lui la preuve que le Surréalisme n'est plus révolutionnaire.

Il reconnaît cependant son apport. « *C'est parce qu'il a « tout remis en question » dans des domaines jusqu'alors tabous, c'est parce qu'il a systématiquement sécularisé le sacré de son époque que le surréalisme a fait des découvertes qui demeurent valables. Mais...* » (p. 102)

En héritier des Lumières, Vailland se place résolument du côté de la raison critique. « *Tout le progrès de l'homme, toute l'histoire des sciences est l'histoire de la lutte de la raison contre le sacré.* » (p. 101)

« *L'activité surréaliste consistait essentiellement à mettre en évidence l'universelle dérision. Le scandale cependant perd son efficacité à être répété. Les surprises de l'écriture automatique s'épuisent plus vite qu'on pourrait le croire...* » (p. 72)

Pour lui, le surréaliste « *est un révolté, non un révolutionnaire* » (p. 102). Et il conclut : « *Toute pensée libératrice qui n'est pas liée à une volonté de transformer le monde, à une action révolutionnaire, a finalement des conséquences réactionnaires. Nietzsche, après Laclos, les surréalistes aujourd'hui nous en fournissent de nouvelles preuves.* » (p. 103)

Roger Vailland s'est d'ailleurs écarté de ses anciens amis qu'il a vu sombrer dans la drogue et le mysticisme. Pour lui



le bonheur n'est pas l'effet de la seule libération de l'inconscient et du désir.

(La phrase de Dali, « *le désir a toujours raison* », nous apparaît en effet aujourd'hui assez insoutenable et on pourrait même dire que, poussée à son extrémité, elle conduit au fascisme).

Pour Vailland, le bonheur tient plutôt au plaisir, maîtrisé par la raison. Pas un plaisir de bonnet de nuit, mais un plaisir qui n'a pas froid aux yeux et ne recule pas devant l'excès. (Rien à voir avec la vie tiède et le principe de précaution généralisée qu'entend nous imposer l'ordre moral actuel). Mais un plaisir conscient. Son idéal, qu'il exprime, ce sont les nuits d'ivresse auxquelles succèdent les petits matins de lucidité.

(1) réédité par les éditions Delga, avec une préface de Franck Delorieux, en 2007.

●●● Cet être de plaisir, ce libertin marxiste est non seulement l'un de nos meilleurs prosateurs (il voulait une langue écrite qui ait la netteté du chrome), mais il est aussi certainement l'un des moralistes les plus intéressants de ce siècle.

Il y a d'ailleurs pour lui un rapport intime entre la forme de l'écriture et la nécessité dans la vie de tenir une certaine forme, au sens de la forme que peut avoir le cycliste, une élégance dans la maîtrise, une « grâce », dit-il.

S'il est un grand moraliste, ce n'est pas parce qu'il serait un modèle de tempérance, mais au contraire parce qu'il était hanté par la question morale et la poétique du bonheur.

On lui doit d'ailleurs quelques notions qui demeurent essentielles. Il est ainsi l'un des rares écrivains "engagés", dans la Résistance puis dans le communisme après-guerre, à avoir pensé la nécessité simultanée de la discipline collective que suppose l'action organisée, et du maintien d'une distance, d'une liberté de l'individu. Le mot clef de sa morale et de son idée du bonheur est la "souveraineté". Être maître de soi-même, voilà bien l'exact opposé de la dépossession qu'entraîne l'aliénation ordinaire dans la vie en société.

Cette position ne va pas chez lui sans un certain aristocratismes. Mais qu'il veut démocratiser. Il rêve d'un futur où tous les hommes seraient fils de roi, et toutes les bergères princesses. Son idée du communisme n'est pas le partage de la médiocrité ni l'égalitarisme, mais le relèvement général de l'humanité.

Cela le conduit à se montrer critique à l'égard de l'aspiration commune au "petit bonheur". Ce qu'il manifeste à son ami, le militant ouvrier et député communiste Henri Bourbon, après avoir lu dans la presse le témoignage de Julien, un jeune homme de seize ans :

« Je veux être ouvrier qualifié, carrossier si possible, et travailler en France, de préférence dans un petit pays tranquille. Le bonheur ? Une famille, des enfants, un bon petit travail avec une paie qui permette de vivre aisément. »

Et Bourbon lui répond : « - Tu dérailles... ce n'est pas de sa faute s'il n'a pas les mêmes aspirations que toi. C'est à toi d'élargir son horizon en faisant ton travail d'écrivain. »

C'est qu'il y a en effet des degrés dans le bonheur.



Manger, dormir, faire l'amour sont des besoins naturels, élémentaires et indispensables.

Aimer, être aimé, se sentir utile sont des bonheurs auxquels tout le monde devrait pouvoir prétendre.

Produire, créer quelque chose de beau pour soi et pour les autres est sans doute le plus grand des bonheurs.

(Dit autrement, il est nécessaire d'*avoir* pour *être*. Mais *avoir* ne suffit pas. Pour *être*, il faut aussi *faire*). L'aspiration à se prolonger dans une création, à "s'objectiver" pour reprendre le mot des philosophes, est ce qui définit l'être humain.

Pour l'instant (et c'est la malédiction de l'humanité) le travail qui occupe pourtant une place centrale dans la vie des hommes et des femmes n'est pas le lieu de ce bonheur de *faire*, le lieu du "plaisir productif".

Ce "plaisir productif" n'est pas un simple hédonisme en ce qu'il ne va évidemment pas sans difficultés, sans effort, sans conflit, sans travail ni sans combat. En attendant que vienne le jour où tous les producteurs seront des créateurs, il est toujours possible de goûter ce bonheur actif dans le travail manuel ou intellectuel quand il est libre et non pas asservi, dans la production artistique, dans l'amour-plaisir, comme aurait dit Vailland, et même dans la lutte des idées.



● Francis Combes

## Τυροπιτάκια

### La crise ? Quelle crise ?

Dimanche, aéroport d'Athènes. Le loueur de voitures surclasse systématiquement les quelques clients qui se présentent. L'autoroute Athènes - Thessalonique est vide. Les seuls ralentissements sont provoqués par les barrières de péage, une tous les 50 kilomètres en moyenne. À la fin du périple, cela représente 22,95 euros pour 580 km. Auxquels il faut ajouter un plein à 80 euros. Soit plus de 100 euros dans un pays où le SMIC net est à 490 euros.

Selon l'agence officielle des statistiques, en 2012, le pouvoir d'achat des Grecs a baissé d'un tiers en 3 ans ; pour la première fois depuis 50 ans, le nombre des actifs est inférieur à celui des chômeurs et des retraités.

Et un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Mais la crise, c'est aussi : la Bourse d'Athènes qui grimpe de 42 % en 6 mois ou les sociétés grecques développées à l'international qui sont recherchées par les fonds de capital-investissement américains.



● Nicole Dumitriu-Boitte et Gilles Boitte

## Bienenstich

### De la revendication à la construction d'alternatives

14/3/2013, Bruxelles. Andrej Hunko, député de Die Linke, revient de la manifestation qui a « *certes fortement donné de la voix* » contre la politique de l'UE, mais n'a réuni sur les 15 000 présents environ qu'un panel restreint d'organisations au-delà des syndicalistes belges et peu d'internationaux (environ 200). Parvenu « *à un certain point, il ne suffit plus de descendre dans la rue contre les privatisations et les mesures d'économie, mais il faut aussi développer une vision européenne commune de la société* ». Et il regarde vers le Sud.(1)

26-30/03/2013, Tunis. En amont du FSM, Alaa Taibi, membre du comité de préparation, estime lui aussi qu'il « *faut passer de l'état de revendication à la construction d'alternatives réelles* ».(2)

30/03/2013, Portugal. Acteurs de la Révolution des oeilletons, ils étaient avec les 1,5 million de Portugais qui ont récemment manifesté en reprenant « *Grandola, Vila Morena* », jusque dans le porche du Parlement. Ils en rappellent le sens : « *fraternité, pouvoir du peuple qui seul décide* ». Et d'affirmer la « *nécessité d'une révolution qui ne soit plus que portugaise mais européenne* ».(3)



● Michèle Kiintz

(1) freitag.de (2) L'Humanité dimanche (3) Arte

## « Les députés ne doivent pas voter cette loi ! »

**Le Front de gauche appelle à la mobilisation générale contre l'accord Medef !**



Le Front de gauche rappelle son opposition à l'accord national interprofessionnel qui est débattu à l'assemblée nationale. Cet accord marque en fait un recul dans la négociation sociale au profit du MEDEF. Il signifie la casse du code du travail. Il constitue un accélérateur de licenciement et de précarisation notamment pour les femmes qui occupent 85 % des emplois à temps partiel.

Dangereux en soi, ce projet de loi vient marquer, après l'adoption du traité européen Merkozy et du pacte de compétitivité, un nouveau stade dans le cours libéral des orientations prises par le gouvernement Ayrault. Lors de son intervention TV François Hollande a d'ailleurs annoncé pour la suite la réouverture du débat sur les retraites et l'allongement de la durée de cotisation.

François Hollande a même été jusqu'à reprendre à son compte l'exigence de Laurence Parisot vis à vis des parlementaires pour qu'ils retranscrivent tel quel l'accord Medef niant par là même la légitimité du Parlement à faire la loi. Il voudrait dissuader les députés de faire des amendements !

Il faut arrêter cette dérive libérale aggravée encore par ce que révèle l'affaire Cahuzac. Cette politique rajoute de la crise à la crise ; elle est en train de faire le lit de la récession et du FN. Refuser l'ANI est l'occasion de dire stop !

Le Front de gauche appelle à une mobilisation massive pour faire échec à cet accord.

Il affirme son soutien au travail d'amendement des groupes Front de Gauche à l'Assemblée nationale puis au Sénat appelle solennellement les parlementaires PS, EELV et leurs alliés pour qu'ils s'associent à ce travail d'amendements, et refusent la retranscription de cet accord en loi : ce n'est pas en relayant la politique du MEDEF qu'il répondront aux exigences de celles et ceux qui les ont élus !

Il appelle ses militants, sympathisants et plus largement population à manifester derrière les organisations syndicales le 9 avril partout en France.

● Communiqué du Front de gauche

**« A bas la fraude fiscale et vive l'austérité ! »**

Sacré Jérôme Cahuzac !

A l'adresse de Jean-Luc Mélenchon, il avait déclaré le 7 janvier dernier : « *C'est notre principale divergence : la lutte des classes, vous vous y croyez toujours. Moi, je n'y ai jamais cru.* »



● **Passionnant !** La seconde séance du séminaire Communisme s'est tenue le 30 mars à l'Ageca, à Paris, en trois séquences : un débat matinal "Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?", une représentation de la pièce *L'héritage*, de et avec Laurent Eyraud-Chaume, et un débat "Où est le pouvoir ? Que faire de l'Etat ?". 80 personnes ont participé à cette journée. Un numéro d'*Altercommunisme*, le cahier du séminaire, est en préparation (le précédent est ici : <http://www.comunistesunitaires.net/>). Prochaine journée : le samedi 25 mai. + d'info bientôt dans *Cerises*, bien sûr !

● **Regards** (printemps 2013) **vient de paraître !** Au sommaire de ce numéro très consistant dédié à la « *nécessaire reconfiguration du lien entre individu et société* » : un reportage "La nouvelle vague des Occupy, les robins des banques", un dossier sur "La révolution commoniste" (ou comment internet et le logiciel libre déstabilisent tout sur leur passage), une enquête "La gauche se dispute le peuple" et les nombreuses rubriques et chroniques

désormais habituelles. Parmi les invités de ce trimestre : Philippe Aigrain, Christophe Aguiton, Marie-Hélène Bacqué, Monique Chemillier-Gendreau, Bernard Lahire, Isabelle Lorand ou encore Gustave Massiah... + d'infos et conditions d'abonnement sur : [regards.fr](http://regards.fr)

● **Crise de la démocratie.** Edwy Plénel, directeur de *Médiapart*, dans *Politis* : « *Aujourd'hui, dans cette période d'immense crise que nous traversons, de doute et d'inquiétude, où les programmes clé en main n'existent pas, où les solutions semblent plus complexes qu'avant, où ce n'est pas un parti tout armé, une avant-garde cohérente ou un leader charismatique qui apporteront seuls la solution, il me semble que ceux qui défendent un horizon d'émancipation, d'exigence sociale, n'ont qu'un levier : la démocratie. (...) La promesse démocratique, c'est que, sans privilège de naissance, d'origine, de fortune ou de diplôme, j'ai le droit de m'en mêler. (...) [Le Front de gauche] se revendique du pouvoir au peuple, de tous ces mécanismes que nous défendons, mais il se trouve dans une pratique politique de l'incarnation autour d'un leader. (...) C'est toujours du "vieux" qui continue. C'est une question que doivent se poser ceux qui sont en charge de ces familles politiques* ».

**Cerises**

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



**MEDIAPART**

